

risque de voir patrons et employés, capitalistes et travailleurs, pratiquer à ses dépens la surenchère des concessions réciproques et des solutions les plus faciles. Si les patrons sont sûrs que le bon public en paiera la façon, ils ne demanderont pas mieux que d'accorder aux travailleurs toutes les augmentations de salaire réclamées, toutes les réductions exigées dans les heures de travail. N'est-ce pas déjà ce qui se pratique usuellement? Toute grève ne se règle-t-elle pas par une hausse de prix que le public paie en entier et davantage, au double profit du capital et du travail syndiqué? Au cours même des grèves, patrons et employés ne s'efforcent-ils pas, chacun de leur côté, d'enrôler de force la masse populaire en menaçant de l'affamer?

Prenez, par exemple, la récente grève des camionneurs. Un moment, les grévistes ont tenté, contre toute justice et toute charité, d'empêcher la livraison du pain et du lait. Je ne sais ce qu'ont fait les vendeurs de lait; mais les boulangers ont menacé de cesser toute livraison. Cette fois, la menace a opéré à temps; mais si elle avait été suivie d'exécution, quelle aurait été la situation des familles, des enfants? Et maintenant que la grève est réglée, qui va en payer la façon? Les locataires forcés de déménager, lesquels se recrutent, en forte majorité, dans la population la plus pauvre de Montréal.

Il est donc urgent d'organiser des syndicats de consommateurs, des associations de pères de famille, qui adopteront des mesures efficaces pour se protéger et protéger leurs enfants contre les exactions des producteurs et la tyrannie parfois cruelle des unions ouvrières, contre l'égoïsme des patrons et des travailleurs qui méconnaissent leurs devoirs de justice sociale pour ne songer, les uns, qu'à leurs profits de commerce, les autres, qu'à leurs intérêts particuliers ou collectifs.

Ce remède n'est pas sans danger. Il tend à multiplier les barrières sociales, à accentuer les haines et les méfiances de classes, à partager la nation en autant de camps armés les uns contre les autres, partant, à préparer la guerre sociale.

A ce danger, il n'y a qu'un préventif: répandre dans toutes les classes la juste notion du devoir social, les principes d'ordre, de justice et de charité qui doivent gouverner les rapports réciproques des hommes unis en société; faire reconnaître, par conséquent, par toutes les catégories de syndicats de patrons, d'ouvriers, de consommateurs, par toutes les associations particulières, la vérité fondamentale que l'homme-individu, que l'homme-classe, que l'homme-société, n'est pas sa fin à lui-même, mais qu'il vient de Dieu, qu'il appartient à Dieu, qu'il doit obéir à Dieu, que son premier devoir est d'aimer Dieu par-dessus toute chose, et le second, "égal au premier", d'aimer son prochain comme lui-même pour l'amour de Dieu; qu'aucun homme, aucune classe d'hommes, n'a le droit de rechercher son avantage particulier aux dépens d'autrui et en dehors de cette double loi d'amour et de justice.

Or, je vous le demande, cette notion, ces principes, cette vérité primordiale, où les puiser, en dehors de la religion révélée et enseignée? Le mouvement syndicaliste sera donc bienfaisant, l'équilibre des diverses